10 ans après, refuser la fracture

Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène

Ancien président et rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité
Cofondateurs de la Vigie de la laïcité

Il y a dix ans, la France était frappée, 132 vies étaient fauchées, des centaines blessées. Nous n'oublions rien, ni personne. Notre pensée va d'abord aux victimes et à leurs proches.

L'Observatoire de la laïcité, instance aujourd'hui disparue dont la composition était pluraliste, écrivait : « Des assassins s'en sont pris à la France dans son ensemble et dans sa diversité (…) Aujourd'hui comme demain, nous sommes et nous serons unis. » Il fallait rappeler que notre force réside d'abord dans la cohésion, la lucidité et le sang-froid plutôt que dans la crispation ou l'assignation identitaire.

La France a donné, aussi bien au monde qu'à elle-même, cette image d'unité. Nous avions été touché en plein coeur mais nous étions ensemble. Dix ans plus tard, qu'en reste-t-il ? Qu'avons-nous construit sur notre blessure ?

« L'ignorance mène à la peur, la peur à la haine, la haine à la violence. » Cette phrase, attribuée à Averroès, le rappelle : le savoir protège, l'ignorance fracture. Quand certains ont cru pertinent de proclamer qu'« expliquer, ce serait excuser », on était déjà mal engagé. Dans l'effroi, il fallait, selon eux, refuser de comprendre, parce que c'était se compromettre déjà. Le désir d'apprendre devenait suspect. Au nom d'une image de la fermeté, on choisissait le camp de l'aveuglement.

Depuis, nous n'avons pas dévié de ce triste chemin. Comme ces responsables ne savaient pas assumer d'être à la fois fermes et intelligents, ils ont fait le choix de la force sans l'esprit. Celui de la brutalité, d'une logique d'action publique réduite au sécuritaire. Les causes du mal, les ingérences étrangères, la ségrégations territoriales, les ghettos scolaires, l'absence de mixité sociale, la fragilisation du culte, les discriminations, le racisme, le désespoir, l'abandon des services publics, la dégradation du lien social : tout ce terreau fertile de la petite délinquance et des immenses tragédie est resté.

Pire, à une stratégie articulant sécurité et prévention s'est substituée une culture du contrôle et du soupçon administratif. En 2021, la loi « Séparatisme » — étrangement adoptée un 24 août, date du massacre de la Saint-Barthélemy — a institutionnalisé la suspicion envers un tissu associatif pourtant essentiel à la cohésion du pays. On ne renforce pas le lien en affaiblissant ceux qui le tissent.

La peur face au terrorisme s'est petit à petit muée en défiance envers les citoyens musulmans ou perçus comme tels. Un foulard est devenu un indice, un mot un signal. Un rapport sénatorial a même prétendu dessiner un continuum entre voile et terrorisme. Comme si l'on pouvait, sans honte, placer Malala, Amina J. Mohammed ou Latifa Ibn Ziaten — figures de courage — dans la même ombre que des assassins. Une mère endeuillée, engagée contre le sectarisme et l'extrémisme dans les écoles, a ainsi été insultée au sein de l'Assemblée nationale parce qu'elle portait un foulard.

Parallèlement, le débat public a sombré dans un marécage de passions tristes et d'invectives, renforcé par la concentration médiatique.

Dix ans plus tard le constat est alarmant. Le débat public est dominé par les thèmes et la bêtise de l'extrême-droite. Quelques milliardaires idéologues qui ne font plus mystère de leurs inclinaisons font prospérer sur leurs chaînes ou dans leur journaux un brouhaha permanent de paniques morales toutes plus navrantes les unes que les autres. Le chroniqueur le moins savant

mais le plus polyvalent est la nouvelle idole, le maître du débat public. L'Arcom est restée — et demeure encore — d'une discrétion qui interroge l'effectivité et la rigueur de ses interventions.

Même le service public se laisse entraîner : polémiques programmées, tensions artificielles, omniprésence de voix d'extrême-droite — comme si cela était normal —, propos inqualifiables laissés sans contradiction.

Trop de politiques semblent avoir renoncé aux idées, aux valeurs humanistes et s'engouffrent, terrifiés par le front médiatique, dans le camp du mensonge et de la compromission morale. Plus rien n'a d'importance, la parole ne vaut plus.

Il y a 10 ans, nous étions frappés au coeur et 10 ans plus tard, le spectacle navrant qui nous est offert devrait nous faire honte.

La cohésion est une politique publique, pas un slogan. Elle aurait dû être au centre de nos débats. Notre égalité, notre liberté et notre fraternité méritent mieux. Nous méritons mieux.

Malheureusement, construire, c'est complexe, long et exigeant. C'est plus simple de parader en pointant du doigt ceux qui ne pourront pas se défendre.

Les plateaux de télé sont les nouvelles forteresse d'un système qui ne veut pas se remettre en question. Alors, non seulement, on ne fait rien mais, en plus, on renoue avec nos démons.

Un pays ne se protège pas en dressant ses citoyens les uns contre les autres, ou en essentialisant certains d'entre eux. Il se rêve fort pour ne pas voir à quel point il s'abîme.

Dix ans après, rappelons une évidence : comprendre n'excuse pas — comprendre protège. La France a toujours été plus forte lorsqu'elle a uni fermeté et lucidité, droit et raison, sécurité et dignité. Se glorifier d'un repli rance et étriqué, c'est éteindre la lumière pour nos enfants et petits-enfants.

Aujourd'hui, un choix se présente : céder aux réflexes de peur ou reconstruire, patiemment, notre histoire commune. Choisir la France qui instruit, ou celle qui s'effraie. Celle qui rassemble, ou celle qui désigne. Celle qui tient, ou celle qui tremble.

Alors que nous célébrons les 120 ans de la loi du 9 décembre 1905, rappelons-le : la laïcité n'est pas la peur, mais la liberté ; pas la méfiance, mais l'égalité ; pas l'exclusion, mais la fraternité. Elle est un formidable outil pour nous aider à construire la maison commune, et à tenir ensemble dans l'épreuve.

Il y a dix ans, le terrorisme a voulu nous diviser. L'idéologie de Daesh et d'Al-Qaida demeure — et sa résurgence du Sahel au Moyen-Orient inquiète encore. En revendiquant une France rétrécie et en instillant l'idée d'un « ennemi intérieur », le camp réactionnaire nourrit cette dynamique délétère. À chacune et chacun d'entre nous de refuser de céder — par peur, ignorance ou calcul — à cette stratégie mortifère.